

## CE MONDE QUI BOUGE

Ces penseurs qui  
bousculent l'islamisme

Par Hassane Zerrouky

En 1977, Zbigniew Brzezinski, conseiller à la Sécurité nationale du président des Etats-Unis, Jimmy Carter, imaginait la stratégie de la « Ceinture verte » (Green Belt), concept destiné à opposer l'islamisme au communisme soviétique présenté comme la principale menace pour les intérêts américains.

Selon cette théorie, les Etats-Unis avaient intérêt à aider les mouvements islamistes à prendre le pouvoir dans les pays arabes et musulmans échappant à son contrôle — Irak, Syrie, le Yémen du Sud, le Pakistan d'Ali Butho... — et à aider les moujahidines afghans contre le régime pro-soviétique de Najibullah.

Onze ans plus tard, en 1988, en réponse à une question du *Nouvel Observateur*, lui demandant s'il ne regretait pas que la stratégie de la Ceinture verte ait favorisé « l'intégrisme islamiste », il se félicitait de son succès en ces termes : « Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ? » (1). En près de trente années, les « quelques excités islamistes » ont fait du chemin.

Durant les années 80 et 90, l'islamisme radical s'est développé, structuré et est passé à l'action sur ces nouvelles terres de djihad constituées par l'Egypte, la Bosnie et, surtout, l'Algérie, avant de connaître un relatif déclin, vite comblé par le retour en force de l'Islam politique. Ce dernier a compris que la prise du pouvoir par la violence n'était plus possible.

Aussi s'est-il attelé, sous la direction de ses penseurs les plus fûtés, tel Tarik Ramadan, à reformuler la problématique islamiste du rapport du religieux au politique où, par exemple, la dimension nationaliste et démocratique devient le vecteur d'un islamisme s'inscrivant dans une logique d'intégration au pouvoir. Ainsi, selon ces penseurs de type nouveau, la démocratie et le pluralisme ne sont plus qualifiés de « kofr ». Il n'est plus question de reconstruire la « Oumma » autour de valeurs ayant disparu, selon eux, sous les effets de l'occidentalisation, à savoir autour d'une religion réduite à un dogme et des rites.

Mais de repenser la problématique de l'islamisme dans un monde dominé par le néo-libéralisme et le développement fulgurant des technologies de l'information où Internet est en train de devenir accessible à tous et, surtout, un monde où les différences culturelles ne sont désormais plus des barrières infranchissables entre les jeunes d'origines géographiques différentes comme dans les années 60-80.

En investissant Internet avant les démocrates des pays arabes et musulmans au point où les forums de discussion sont devenus le point de rencontre de millions d'internautes, les islamistes ont pris une certaine avance. Mais depuis quelque temps, ils sont progressivement concurrencés — on en est qu'au début — par des musulmans non islamistes développant un regard laïque sur le rapport du religieux et du politique, sans pour autant renoncer à leurs convictions et leur foi.

Longtemps sur la défensive, ces intellectuels musulmans, à l'instar des Tunisiens Mohamed Charfi, Afif Lakhdar, Abdelawahab Medeb ou de la Syrienne Wafa Sultan, du Jordanien Shaker Naboulsi, des Algériens Ghaleb Benchikh, Mohamed Arkoun, Malek Chebel, du Marocain Filali Ansary... et de l'Indienne Irshad Manji, sont en train de tordre le coup aux thèses émanant d'une lecture littéraliste du Coran, favorisée par le climat anti-démocratique régnant dans le monde arabe et musulman et par le climat de peur que font régner certains oulémas plus enclins à jeter l'anathème sur leurs contradicteurs que d'accepter un débat libre et transparent.

Et si pour l'heure des médias comme al-Jazira leur est interdit, le jour où on leur accordera un droit d'antenne régulier comme c'est le cas aujourd'hui pour Qaradawi, ce jour-là, le monde musulman fera sa révolution culturelle et ne restera pas le dernier espace géographique en marge du développement, de la démocratie et des libertés.

H. Z.



## LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

Qu'en dites-vous  
madame la juge ?

Un fait, à l'allure assez quelconque, est venu nous rappeler, dans la torpeur du Ramadhan, l'incroyable déliquescence du pouvoir algérien, totalement dépassé par les événements et incapable, désormais, d'assumer ses choix : l'affaire Brown and Root Condor.

Il nous confirme, avec précision, que la corruption est bien au cœur de l'Etat et que le pouvoir algérien, après avoir châtié les journaux libres, dont *Le Matin*, qui avaient osé l'écrire, renonce aujourd'hui à le cacher.

Brown and Root Condor (BRC), pour ceux qui ne sont pas familiers des sagas du cercle présidentiel, est une société mixte algéro-américaine dirigée, en Algérie, par un certain Ould Kaddour, très proche des Bouteflika et de Chakib Khelil. Sa mission est, théoriquement, de se limiter à réaliser toutes sortes de travaux d'engineering pour le secteur pétrolier. Mais BRC, se découvrant un rare génie des affaires, s'investit, depuis l'arrivée de Chakib Khelil à la tête du ministère de l'Energie, dans une seconde et insoupçonnable vocation : celle de pompe à fric par laquelle s'enrichissent des notables et des individus peu recommandables sur le dos de Sonatrach.

Le procédé est vieux comme la corruption : BRC bénéficie de diverses commandes complaisantes de la part de Sonatrach, allant de la construction du court de tennis jusqu'à la pose d'un sauna particulier, commandes qu'elle surfacture bien entendu, dont personne ne contrôle la réception et qu'elle honore par-dessus la jambe, confiant l'exécution à des sous-traitants.

Les marchés entre Sonatrach et BRC,

c'est-à-dire entre Ould Kaddour et Chakib Khelil, se passent à l'ancienne, entre gens de bonne compagnie, sans formalité administrative ni paperasse : autour d'un verre, le soir, au bord de la piscine.

Selon l'Inspection générale des finances (IGF) qui enquête sur le scandale depuis février, Sonatrach a confié 27 projets à BRC pour un montant global de 7300 milliards de centimes sans avis d'appel d'offres, par le seul gré à gré, en violation de la réglementation des marchés publics.

Passe-moi la rubarbe, je te passerai l'oseille. On apprend aussi, et ce n'est une surprise pour personne, que BRC, chargée de finir puis d'équiper les deux tours Chabani qui abritent le nouveau siège du ministère de l'Energie, s'est donnée à cœur joie : la firme d'Ould Kaddour a confié les travaux à une société étrangère se contentant de prélever une marge bénéficiaire de 65 % et de multiplier les prix par 20 pour le moindre fauteuil acheté !

Ainsi, Sonatrach a déboursé, sans rechigner, 64.500 euros pour une salle à manger comprenant deux fauteuils, quatre oreillers et un traversin ; 82.000 euros pour un ensemble de cinq canapés ; près de 2,5 millions d'euros pour la décoration d'une salle de conférences. Sonatrach a même payé des travaux non exécutés ou certains autres faits sans l'aval du Pdg ! Au final, entre le montant frauduleusement versé au promoteur Chabani pour l'achat de ses deux carcasses, les travaux de finition surfacturés par BRC et les meubles en toc achetés au prix d'antiquités, ce sont des centaines

de milliards qui ont quitté, par cette seule transaction suspecte, les coffres de Sonatrach pour des comptes particuliers.

Mais qui l'ignorait ? La presse indépendante avait déjà révélé le scandale en août 2003, sans émouvoir personne.

Pire : pour avoir divulgué le dixième des chiffres que révèle aujourd'hui l'IGF, *Le Matin* fut poursuivi en justice par Chakib Khelil, indigné qu'on pût douter de sa probité et une juge d'Alger, sensible à toutes sortes d'arguments, m'a condamné en qualité de directeur du *Matin*, ainsi que deux collègues journalistes, à trois mois de prison ferme !

Qu'en dites-vous aujourd'hui, madame la juge ?

Il est au moins l'heure d'une question inévitable : qui a jugé non seulement recevable mais légitime la plainte du ministre Chakib Khelil au point d'envoyer en prison des journalistes pour avoir rapporté des faits vérifiés ?

Le rôle joué par une justice complètement inféodée au pouvoir politique aura eu un catastrophique effet antinational : il a empêché l'éclatement de la vérité à temps. Elle était, ceci dit, dans son rôle d'appareil d'oppression.

L'obstruction à la vérité sur les grandes malversations financières dans l'appareil de l'Etat empêche les vrais débats sur la nature du pouvoir.

Dans son dernier livre *L'exil est mon pays* (Editions Heloise d'Ormesson), Isabelle Alonso a eu cette formule lumineuse : "La corruption est l'oxygène des dictatures". Tout est presque dit. Le pillage des richesses nationales est le fruit de l'opacité politique, de l'étranglement des



expressions, de la télé unique, du harcèlement des libertés. Merci, madame la juge, de nous l'avoir rappelé !

Mais avec le temps, le mensonge s'érode. Aujourd'hui, on le sait, bien que le ministre de l'Energie continue d'opposer à son homologue des Finances de piètres dénégations : il y a forcément quelque chose de vrai dans l'affaire Chabani-BRC.

L'argent de Sonatrach a été volé par une camarilla en col blanc qu'il va falloir démanteler.

Il a servi à l'achat de biens à l'étranger, à des soins à Genève, à des soirées et à tous ces marivaudages qu'autorise l'argent acquis facilement.

Avec le temps, avec l'usure des arrogances et la poussée des opinions, se confirmera la vérocité d'autres scandales révélés par la presse et ignorés par l'hypocrisie politique.

On sait déjà que les tortures de Tkout ont bien eu lieu, en dépit des protestations outragées de certains généraux et celle, plus bigote, d'Ahmed Ouyahia.

On devrait bientôt avoir des nouvelles des joyeux protagonistes de La Baigneuse.

Douce revanche de la presse libre ? Pas seulement.

L'avènement, même brutal et tardif, de la vérité sur la corruption et les basses pratiques de pouvoir est le signe d'une leur démocratie. L'antichambre de la lumière. Alors, gardons nos plumes allumées.

M. B.